

CiDFF

Centre d'information
sur les droits des femmes
et des familles

Seine-Maritime

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024



50 ans de la loi Veil

Nos corps, nos choix
On le répétera tant qu'il le faudra

Sommaire

1. ÉDITO	3
2. QUI SOMMES NOUS ?	4
3. CHIFFRES CLÉS	9
4. NOS MISSIONS	12
A. ACCÈS AU DROIT	13
B. VIE FAMILIALE ET PARENTALITÉ	15
C. LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES	16
D. ÉDUCATION ET CITOYENNETÉ	22
E. EMPLOI ET FORMATION	24
5. ORIENTATIONS 2024	26
6. FINANCEURS	28



Crédit photos CIDFF

Les données présentées dans ce rapport sont issues du système d'information national des CIDFF "applistat". La rédaction du rapport s'est attachée à accorder une égale visibilité aux désignations féminines et aux désignations masculines.

EDITO

L'actualité en 2024 s'est inscrite dans une instabilité politique nationale et une montée des mouvements conservateurs. Dans ce contexte, les droits des femmes sont en danger de remise en cause et le financement des associations féministes fragilisé.

L'inquiétude portant sur l'équilibre budgétaire de notre association a été renforcée en 2024 par un décret paru en aout annonçant, après bien des négociations, l'extension de la prime SEGUR aux salarié.es des CIDFF. Si cette nouvelle nous a bien sûr réjouis, nous déplorons qu'aucune garantie de compensation n'ait été adoptée simultanément par l'Etat pour financer ces augmentations de salaires concernant nos 15 professionnelles qualifiées.

Côté réseau, 2024 a été marqué par un séminaire régional des salarié.es et élu.es des CIDFF à Lisieux en avril et par les Assises nationales du réseau des CIDFF à Rennes en septembre auxquelles toute l'équipe a participé. Ces événements offrent des occasions précieuses de rencontres avec nos homologues d'autres départements et d'échanges sur nos pratiques, outre l'enrichissement apporté par les conférences.

Conduit sur plusieurs mois, un chantier de refonte du projet associatif national du réseau des CIDFF a permis une réflexion partagée entre les membres du Conseil d'Administration et les salarié.es de l'association sur la raison d'être du réseau des CIDFF, les moyens d'action et notre ambition à l'horizon 2035. Les réunions de travail ont permis d'élaborer un texte commun sur lequel nous pourrons nous appuyer à l'avenir.

Pour développer ses moyens d'action, le CIDFF a sollicité le Ministère de la Justice en 2024 au titre d'« Association d'Aide aux Victimes Spécialisée Violences Sexistes et Sexuelle ». Cet agrément est une reconnaissance de son rôle de protection et d'accompagnement des femmes.

L'association a accueilli 2732 personnes dans ses 30 lieux de permanence en Seine Maritime en 2024. Notre travail quotidien montre l'impérieuse nécessité d'une continuité d'action auprès des femmes pour lutter contre les violences et construire des solutions.



Le procès médiatisé des violeurs de Gisèle Pelicot a permis de mettre au jour la culture du viol à l'œuvre en France et le peu de soutien réservé aux victimes. Des moyens sont indispensables pour les associations qui les accompagnent ; souhaitons qu'à la faveur de cette prise de conscience collective, un changement significatif soit enfin engagé !

Ce rapport d'activité montre toute la richesse des actions déployées pour répondre aux besoins des femmes et faire avancer l'égalité.

Je vous laisse les découvrir et adresse un grand merci à nos financeurs, à nos partenaires et à toute l'équipe du CIDFF.

Annie JEANNE
Présidente du CIDFF



QUI SOMMES-NOUS

Un réseau national

Les Centres d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles exercent une mission d'intérêt général confiée par l'État et reconnue dans le code de l'action sociale et des familles.

Les CIDFF sont réunis au sein de Fédérations régionales et d'une Fédération nationale, signataires de contrats d'objectifs et de moyens avec l'État.

98 CIDFF départementaux assurent ainsi des permanences d'information sur les droits dans l'ensemble du territoire à travers 2300 lieux d'accueil.

La Fédération régionale des CIDFF de Normandie réunie les 5 CIDFF départementaux de Seine Maritime, de l'Eure, du Calvados, de la Manche et de l'Orne avec lesquels elle impulse des projets communs.

La vice-Présidente du CIDFF est vice-présidente de la Fédération régionale des CIDFF.

La Présidente du CIDFF est secrétaire de la Fédération régionale des CIDFF et membre du Conseil d'administration de la Fédération Nationale des CIDFF.

Dans le cadre de son mandat au CIDFF, la Présidente est administratrice de la CAF de Seine Maritime (Bureau et commission d'action sociale) et membre du Directoire du Conseil de Développement Durable de la métropole Rouen Normandie.

L'agrément du CIDFF par l'Etat relève du

décret du 23 décembre 2015 du Ministère des Affaires Sociales, de la Santé et des Droits des Femmes



"Mettre à disposition des femmes et des familles toutes informations, notamment familiale, sociale, professionnelle, économique, éducative et de santé, tendant à promouvoir les droits des femmes et l'égalité entre les femmes et les hommes ainsi qu'à lutter contre les violences et les préjugés sexistes".

Le CIDFF de Seine Maritime est **agréé par l'Etat** pour la période 2022-2026.

Il bénéficie de l'agrément du Ministère de l'Education Nationale et de la Jeunesse délivré aux **associations éducatives complémentaires de l'enseignement public** en application de l'article D.551-1 du code de l'Education (23 janvier 2024 pour 5 années).

Il est agréé au titre d' **"Association d'Aide aux Victimes Spécialisée Violences Sexistes et Sexuelle"** par le Ministère de la Justice depuis 2024.

Le CIDFF de Seine Maritime est signataire du **Protocole départemental de lutte contre les violences faites aux femmes.**



La présidente de la Fédération régionale des 5 CIDFF normands a signé une convention de partenariat avec le Conseil régional le 18 mars 2024 à Flers. L'occasion de s'engager ensemble sur la place des femmes dans la société, l'économie, l'enseignement supérieur ou dans les métiers d'avenir, de plaider pour erradiquer les stéréotypes de genre et de marquer une volonté commune de lutter contre les violences faites aux femmes.

Séminaire régional des CIDFF

Les cinq CIDFF normands réunis à Lisieux en avril 2024 par la fédération régionale ont profité d'une journée de travail riche d'échanges, de réflexions et de débats entre l'ensemble des collaboratrices, collaborateurs et bénévoles.



Conférence d'Elise Devieille,
docteure en sociologie,
sur l'approche historique des
féminismes



Lecture théâtralisée du
livre de Gisèle Halimi "Une
farouche liberté"

Assises nationales des CIDFF

Les équipes des 98 CIDFF français se sont retrouvés à Rennes en septembre 2024 à l'initiative de la Fédération nationale pour rencontrer nos partenaires d'action, partager, débattre, travailler en atelier. Moment majeur pour élaborer ensemble les orientations du réseau national.



600 collaboratrices et
collaborateurs des CIDFF au
couvent des Jacobins de
Rennes



Tables rondes, ateliers et
conférences durant deux
journées de travail intenses

Charte des valeurs du CIDFF

Le CIDFF de Seine Maritime a pour raison d'être de s'engager pour l'émancipation des femmes et la défense de leurs droits et d'agir pour que l'égalité entre les femmes et les hommes soit réelle dans notre société, ceci dans le cadre d'une approche féministe affirmée.

Les valeurs qui fondent les actions du CIDFF

1.L'égalité entre les personnes (femmes, hommes, minorités de genre) dans le respect des différences et dans le refus de toutes les discriminations.
Le CIDFF promeut le principe fondamental d'égalité, socle des valeurs républicaines, dans la vie privée, professionnelle et publique. Pour cela, l'association combat le patriarcat qui prône la domination masculine et le sexisme, entravant l'émancipation des femmes.

2.L'inscription dans l'intérêt général
Le CIDFF promeut une prise de conscience continue des conditions de vie des femmes et s'oppose à toute vision essentialiste conduisant à l'assignation à des rôles sociaux et des droits différents pour les femmes et les hommes. L'association promeut des droits universels, elle est solidaire de la condition des femmes dans le monde. Elle combat les violences et revendique une société où l'humanisme règle les relations entre ses membres.

3.Le droit à disposer de son corps
Le CIDFF promeut un consentement éclairé, libre, explicite, enthousiaste et spécifique.
L'association soutient les luttes pour préserver le droit à l'avortement.

4.Le refus de la marchandisation des corps
Le CIDFF refuse et combat toute forme de marchandisation et d'exploitation des corps. L'association approuve et défend la position abolitionniste de la France à l'égard de la prostitution et de la traite des êtres humains. Elle considère le système prostitutionnel et l'industrie pornographique comme des espaces où s'exerce la violence sexiste et sexuelle.

5.L'indépendance de toutes activités politiques et confessionnelles
Le CIDFF ancre ses actions dans le respect des principes de laïcité et d'indépendance sur les plans politique et confessionnel.



Administratrices et salarié.es travaillent à l'élaboration du nouveau projet associatif du réseau des CIDFF

Des professionnel.les qualifié.es

L'agrément de l'association par la Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Egalité, par le Ministère de la justice et par le Ministère de l'Education nationale, lui impose une expertise attestée par la qualification de ses salarié.es.

La pluridisciplinarité de l'équipe et les compétences de chaque professionnel.le permet une prise en charge globale des problématiques rencontrées par les femmes.

Une directrice	Fatima	GOUAL
Une secrétaire chargée d'accueil	Alexandra	GODARD
Une chargée de communication en alternance	Olivia	FICQUET
Une conseillère conjugale et familiale	Maryline	COTTON
Deux chargées de mission égalité	Agathe	PETIT
	Pauline	ANDRIEU
Deux volontaires en service civique égalité	Maxine	CHOUVILLE
	Lila	BRETAUD
Une conseillère emploi psychologue du travail	Coline	GUILLAUMAT
Une conseillère emploi en alternance	Kinane SAIDI	Camille BENOIST
Une conseillère sociale	Camille	DECLERCQ
Deux psychologues	Géraldine	RONCERAY
	Jeanne	FLORIT
Une juriste coordinatrice du service juridique	Delphine	HERVIEUX
	Olivier GUYARD	Lotte WENMAKERS
Cinq juristes	Manon	GUEROULT
	Amel	LIMAM
	Lisa	SELMADJI
	Tiffany	DOUYERE

Nos 30 lieux d'accueil dans 22 communes du département

La proximité est un facteur important de fréquentation. Les permanences offrent des réponses sur l'accès au droit, les violences sexistes, sexuelles et conjugales, un soutien psychologique et une aide à l'insertion professionnelle.

Agglo havraise

LE HAVRE

- Point Justice
- Fabrique des Quartiers Sud
- Maison municipale Mont Gaillard

MONTIVILLIERS

- Centre Communal d'Action Sociale

BOLBEC

- Point Justice

LILLEBONNE

- Centre Médico-Social

CRIQUETOT LESNEVAL

- Maison France Services (visio)

SAINT ROMAIN DE COLBOSC

- Maison France Services (visio)

Pays de Bray

BLANGY-SUR-BRESLE

- Maison de services au public (visio)

EU

- Maison France Services (visio)

LONDINIÈRE

- Maison France Services (visio)

SAINT VALÉRY EN CAUX

- Maison France Services (visio)

Agglo rouennaise

CANTELEU

- Point Justice

ELBEUF

- Point Justice
- Maison des Femmes Hopital d'Elbeuf

GRAND-COURONNE

- CCAS

GRAND-QUEVILLY

- Mairie

PETIT-QUEVILLY

- Point Justice

ROUEN

- CIDFF siège
- Point Justice
- Pôle d'Accueil Violences Intrafamiliales PAVIF
- Espace Bien vieillir en Normandie (Humanis)

SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY

- Maison du Citoyen

SOTTEVILLE-LES-ROUEN

- Maison Citoyenne

LIEUX ATYPIQUES

- Centre commercial de Tourville la rivière
- Chantier d'insertion de l'association Convergence

Pays de Caux

DIEPPE

- Espace des Solidarités
- Centre hospitalier

FECAMP

- Point Justice

YVETOT

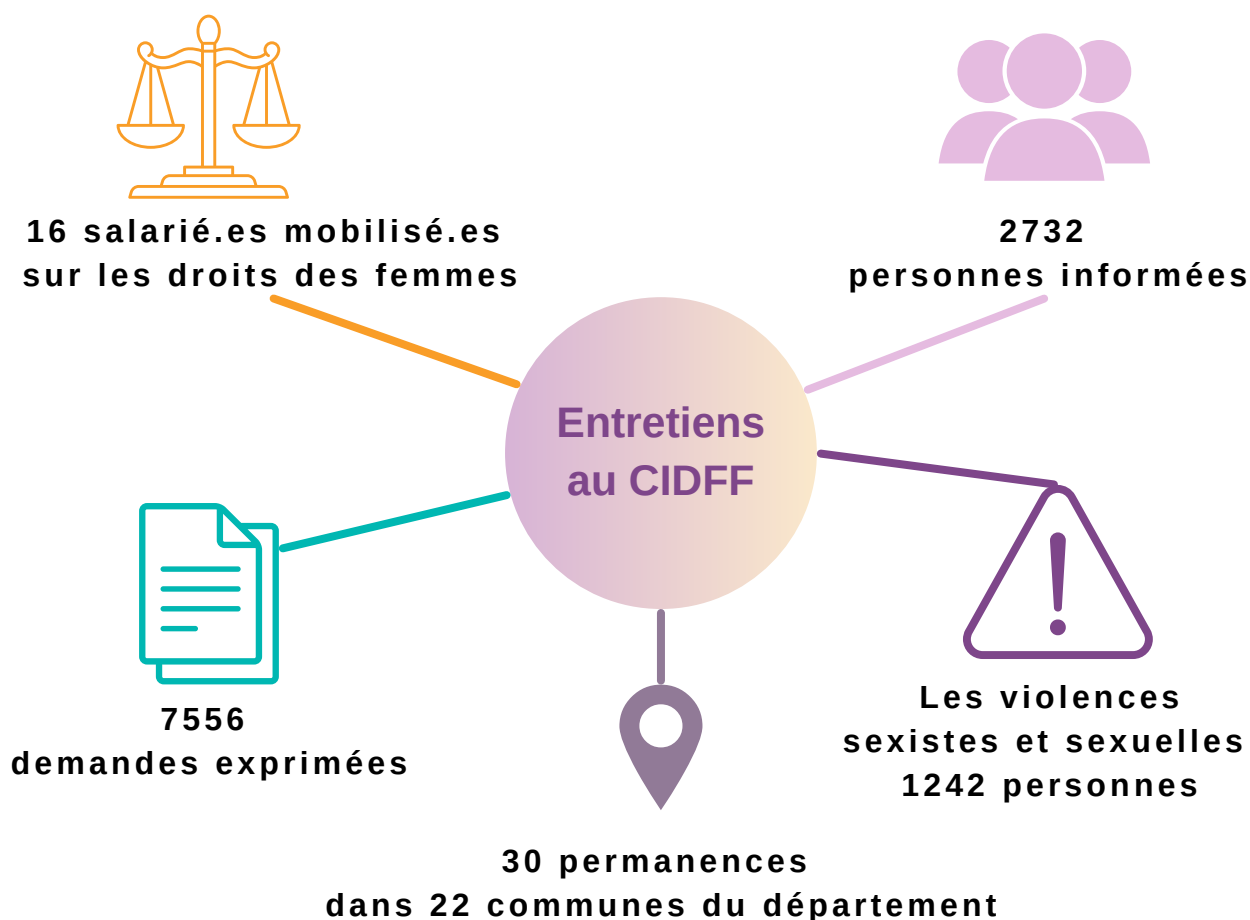
- Point Justice

Permanences itinérante du Van Nina et Simon.e.s

Une phase préparatoire déterminante a été lancée pour la mise en oeuvre de permanences mobiles du CIDFF dans un van itinérant sillonnant le département et les quartiers politique de la ville de la métropole Rouen Normandie. Un investissement particulier a porté sur la structuration, le développement partenarial et la consolidation des ressources. Ce travail de fond garantit un lancement opérationnel du van Nina et Simon.e.s début 2025.



CHIFFRES CLÉS



Communication

Grâce à la mise en œuvre d'une stratégie éditoriale pour communiquer sur les réseaux numériques, nous réunissons une communauté de :

 **1777 followers sur linkedin**
 Nos messages sont destinés aux partenaires et futurs partenaires du CIDFF 

 **489 followers sur Instagram**
 Nos plaidoyers s'adressent à un public militant féministe



 **1419 followers sur Facebook**
 Nos posts visent un large public 

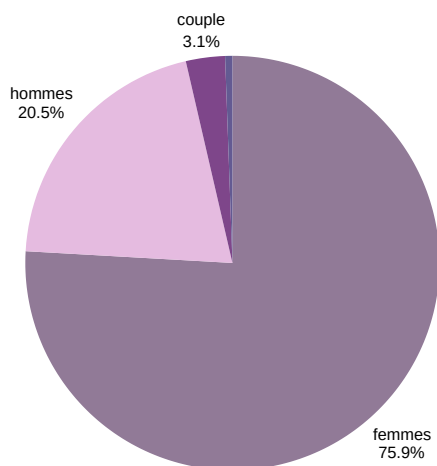
Nos messages concourent à développer la notoriété du CIDFF et à promouvoir les valeurs féministes au moyen de plaidoyers mobilisateurs. Ils rendent compte de nos actions de terrain qui visent l'éducation à l'égalité et la prévention des violences.

2732 personnes accueillies en 2024

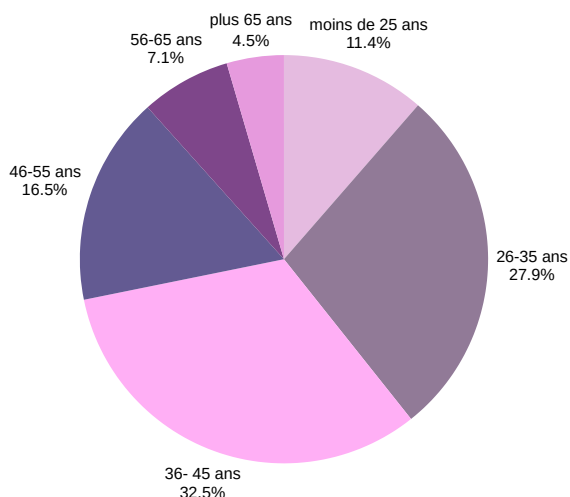
Les personnes qui contactent le CIDFF sont majoritairement des femmes (75%) mais nous recevons également des hommes (21%) notamment dans nos permanences portant sur le droit des étrangers et parfois des couples. Des professionnel.les nous contactent aussi pour le compte d'une personne dont ils ou elles ont la charge.

Les jeunes femmes de moins de 25 ans représentent 11% de l'effectif. 61% des femmes reçues ont de 26 à 45 ans et 28% ont plus de 45 ans.

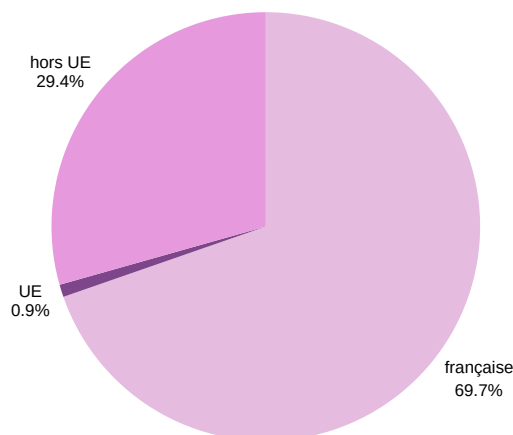
Personnes accueillies



Age des personnes reçues en entretien



Nationalité des personnes reçues



Logement

38% des personnes reçues résident dans un **quartier prioritaire de la politique de ville**.

18% des personnes reçues sont hébergées par un tiers dont 56% par la famille ou l'entourage proche.

Enfant.s

70% des personnes reçues ont un **ou des enfants à charge**. Parmi elles, 23% ont trois enfants ou plus.

Parmi l'ensemble des personnes chargées de famille, 49% constituent des familles mono-parentales.

Emploi

50% des personnes reçues sont sans emploi.

Les entretiens conduits en 2024

Le CIDFF propose un accompagnement aux femmes qui le sollicitent. Elles sont ainsi les bénéficiaires principales des entretiens conduits.

Les demandes peuvent être satisfaites lors d'un seul entretien mais un nouveau RDV est proposé aux femmes ayant besoin d'un accompagnement dans la durée.

Ceci concerne notamment les actions présentées dans les pages de ce rapport : violences au sein du couple, accompagnement des titulaires d'un téléphone grave danger et bracelet anti-rapprochement, droit des étrangères et étrangers et accompagnement vers l'emploi.



NOS MISSIONS

Une information juridique professionnelle et gratuite

Le CIDFF propose une information juridique confidentielle et gratuite, assurée par six juristes diplômé.es et expérimenté.es.

L'information juridique recouvre de nombreux domaines : le droit pénal, le droit civil sous tous ses aspects et notamment le droit de la famille, l'aide aux victimes, le droit du travail, le droit des étranger.es.

Des entretiens juridiques personnalisés

Les entretiens sur rendez-vous sont réalisés dans nos permanences mais aussi par téléphone ou en visioconférence (30 à 60min).

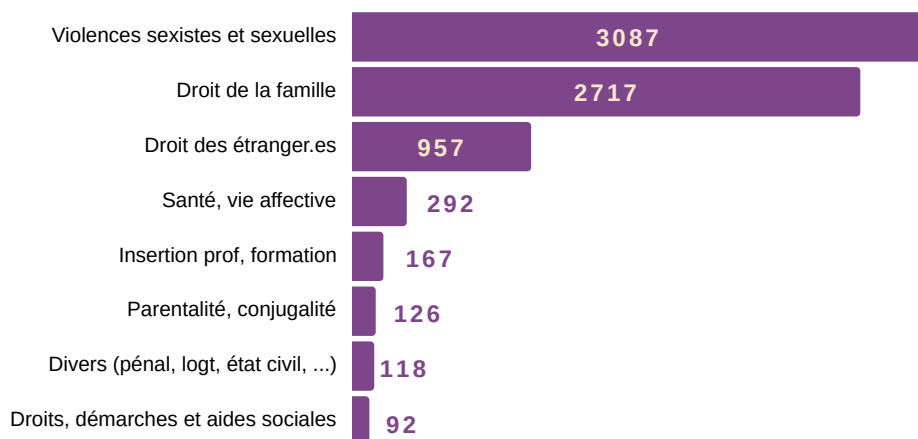
Une permanence téléphonique sans rendez-vous est également proposée le jeudi après-midi.

Notre objectif est de transmettre des informations juridiques personnalisées et de vérifier leur compréhension, de permettre à chacune et chacun de comprendre une décision judiciaire ou administrative, ceci gratuitement et confidentiellement.

Les entretiens juridiques sont aussi l'occasion de libérer la parole notamment sur les violences intrafamiliales.

Les questions juridiques majoritairement abordées portent sur la séparation, l'autorité parentale, la pension alimentaire et la lutte contre les violences sexistes et sexuelles (dépôt de plainte, dispositif de protection, ...).

Les demandes par domaines



Le droit des étrangères et étrangers

6 permanences d'informations juridiques en droit des étranger.es dans le département

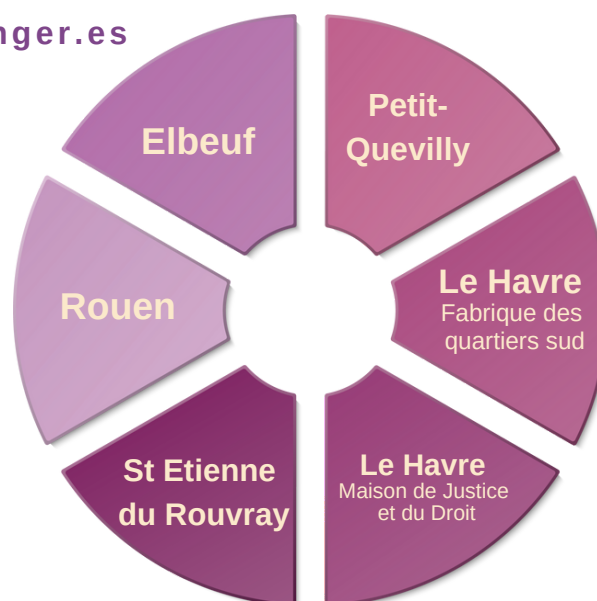
Six permanences juridiques spécialisées sont animées par le CIDFF dans les Maisons de Justice et du Droit de Rouen, de Saint Etienne du Rouvray et du Havre, à la Fabrique des quartiers sud au Havre, au Point d'Accès au Droit de Petit Quevilly et au Point justice d'Elbeuf.

Outre l'information juridique nécessaire à la connaissance du droit par les étranger.es, un accompagnement technique à la démarche de régularisation est proposé par nos juristes, pour assurer l'accès de ces ressortissant.es à leurs droits.

L'expertise des juristes du CIDFF en matière de droit des étranger.es (droit au séjour, modalités d'accès à la nationalité française, recours possibles, ...) permet d'aborder la globalité des situations.

11 demi-journées de permanence par mois

L'accès au séjour, les visas, la naturalisation et la nationalité, le contentieux de l'éloignement, sont les sujets principaux de consultation.



Les permanences juridiques en droit des étrangères et étrangers sont proposées sur rendez-vous. 30 minutes d'entretien sont souvent insuffisantes pour identifier la situations, prendre connaissance des documents présentés et rechercher une solution. L'accompagnement proposé à la suite du rdv permet de synthétiser après une recherche, d'expliquer une décision administrative ou judiciaire, d'orienter vers un service préfectoral, etc...

Le public des permanences est souvent démuni pour comprendre l'ensemble du droit qui s'applique à sa situation (absence de document administratif, non maîtrise de la langue,...).

Une aide rédactionnelle peut aussi être proposée pour la demande de titre de séjour, de nationalité française, de titre de circulation d'enfant mineur.

LA RECHERCHE : UN OUTIL DE LUTTE FÉMINISTE



La Fédération nationale des CIDFF a créé l'**Observatoire Jeanne Chauvin** dont la mission est de produire des études pour renforcer les recherches sur les droits des femmes en s'appuyant sur les domaines d'activité et d'expertise des CIDFF.

Grâce aux 98 associations locales qui accompagnent et informent quotidiennement les femmes, le réseau des CIDFF dispose de nombreuses ressources, données et témoignages permettant de mieux faire connaître l'état des droits des femmes, des violences et des inégalités en France.

Observatoire
Jeanne Chauvin

L'impact de l'information juridique délivrée par les CIDFF sur l'autonomie des femmes

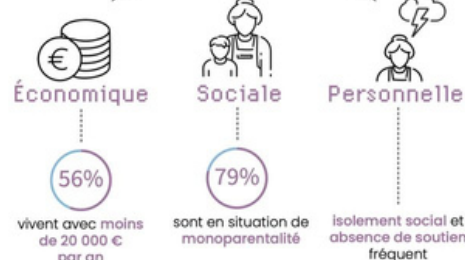


Pour quelles
raisons se
rendent-elles
dans un
CIDFF ?



Qui sont les femmes
accueillies par les CIDFF ?

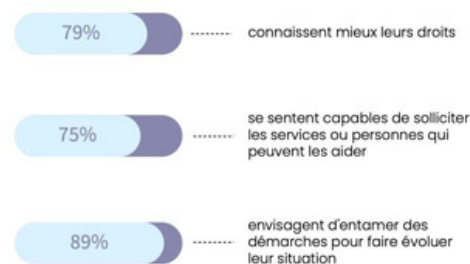
Des vulnérabilités multiples



" On rentre dans une bulle où on se sent entourées. "

Une bénéficiaire de CIDFF

Quels effets sur leur
pouvoir d'agir ?



« Je pense que c'est vraiment à travers le CIDFF que je me suis sentie le plus entendue »

Une bénéficiaire de CIDFF

KOREIS

Source : données issues de l'étude Koreis pour l'Observatoire Jeanne Chauvin / mai 2025

Espace veuvage

Une écoute spécialisée est proposée aux personnes veuves par la conseillère conjugale et familiale du CIDFF, au sein Le Centre de prévention AGIRC ARCO (Institution de prévoyance Malakoff-Humanis) trois ½ journées par semaine.

56 personnes endeuillées ont été accueillies en 2024 par le CIDFF dans ce cadre conçu par notre partenaire l'association Dialogue et solidarité.

- 80% des bénéficiaires sont des femmes
- 40 personnes retraitées
- 8 personnes avec enfants à charge

Les interventions portent sur le deuil conjugal, l'impact sur l'endeuillé.e, la famille, le travail, les enfants, l'argent, les émotions. Ces séances répondent ainsi à la demande de soutien et offrent un partage des ressentis.

- 159 entretiens individuels
- 37 réunions collectives
- 6 ateliers et moments conviviaux
- 3 groupes de paroles



Ciné-débat autour du film "seul du jour au lendemain"

Aide à la Parentalité

L'aide à la parentalité concerne les informations juridiques sur le droit des personnes et de la famille (mariage, concubinage, divorce, ruptures conjugales, enfants, filiations et autorité parentale).

L'aide couvre :

- le droit pénal (discriminations sexistes et violences conjugales)
- les droits sociaux (allocations familiales, aide juridictionnelle etc...).

Les Réseaux d'Écoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents (REAAP)

Les réseaux parentalité proposent un cadre bienveillant pour aider les parents à définir et poser un cadre structurant à leur enfant dans les limites duquel il peut s'épanouir et grandir.

Le CIDFF a ainsi proposé à 36 femmes un accompagnement à la parentalité dans un contexte de violences conjugales.

Verbatim

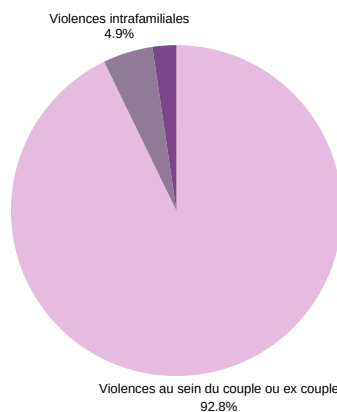
"je sens que je vais de mieux en mieux.
Je tiens à infiniment toutes vous remercier, car ce lieu d'échanges, de communication bienveillante et de compréhension (que je ne trouvais nulle part ailleurs) m'a énormément apporté pour réussir à sortir de l'emprise psychologique et affective de mon mari. Ainsi que de plusieurs relations toxiques plus largement. Mais surtout réussir à envisager pouvoir me faire confiance et me reconstruire. J'avais des pensées suicidaires récurrentes depuis de très longs mois, malgré les antidépresseurs, le CIDFF (vous toutes) m'a réellement permis de reprendre pieds et de pouvoir me réapproprier les émotions."

Un soutien psychologique aux femmes victimes de violences

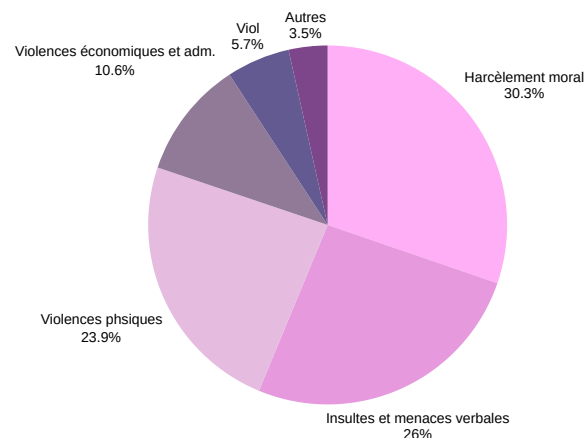
L'accueil du CIDFF concerne toutes les formes de violences subies : physiques, sexuelles, psychologiques, administratives, économiques, cyber-violences.

Les entretiens permettent d'identifier les violences, d'aborder la compréhension du phénomène d'emprise, de travailler sur la culpabilité, sur l'estime de soi, sur la parentalité, d'élaborer un processus de séparation et de dépôt de plainte.

Contexte des violences



Types de violences au sein du couple ou ex-couple



Le CIDFF assure l'accompagnement des femmes victimes et le traitement des situations d'urgence en lien avec ses partenaires : police-gendarmerie, justice tribunaux-barreaux, médecins-hôpitaux, services sociaux, centres d'hébergement d'urgence, préfecture, communes, Education Nationale, ...

Ceci s'opère notamment :

- Au sein des réseaux Violence Intra-Familiale (VIF) des 5 Unités territoriales d'action sociale (UTAS) du Conseil départemental,
- Au sein des trois Cellules VIF animées par la préfecture avec chaque Parquet de Rouen, de Dieppe et du Havre (tribunal, Etat, associations d'aide aux victimes, Département) qui visent à améliorer les parcours des victimes,
- Au sein des Comité Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance CLSPD mis en place par les communes.

Un accompagnement pluridisciplinaire

Le processus d'accompagnement s'organise dans la durée pour permettre aux victimes de mobiliser des ressources pour agir.

L'équipe du CIDFF (6 juristes, 2 psychologues, 1 conseillère conjugale et familiale et 1 conseillère emploi) propose à la fois des informations juridiques, une aide aux démarches administratives et un soutien psychosocial.



Comité de pilotage du protocole départemental de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes 2022/2025 le 23 février 2024

Pôle d'accueil violences intra-familiales (PAVIF)

Le CIDFF, en partenariat avec l'Œuvre Normande des Mères et le Comité d'Action et de Prévention Sociale, a créé un lieu d'accueil inter-associatif situé à Rouen nommé Pôle d'accueil violences intrafamiliales (PAVIF) en 2012.

Ce pôle accueille des permanences de 12 professionnelles issues des 3 associations, sur le volet violences au sein du couple.

Pour offrir une réponse pluridisciplinaire, les intervenantes sont présentes quelques heures par semaine (deux juristes et une psychologue du CIDFF, deux éducatrices spécialisées et deux éducatrices de jeunes enfants de l'ONM, une chargée d'accueil, deux travailleuses sociales et une coordinatrice du CAPS).

2333 rendez-vous ont été proposés aux femmes victimes de violences en 2024.

477 femmes accueillies (+13%)
70% des femmes ont des enfants à charge

- 97.5% déclarent des violences multiples
- 94% rapportent des violences psychologiques
- 71% rapportent des violences physiques
- 17% rapportent des violences sexuelles dès leur premier entretien
- 31.5% dénoncent des violences économiques

5 rendez-vous, en moyenne, sont proposés aux femmes accueillies au PAVIF

- 196 femmes ont été reçues par les juristes du CIDFF pour connaître leurs droits
- 11 femmes ont été accompagnées pour déposer plainte
- 109 femmes ont bénéficié d'entretiens avec la psychologue du CIDFF
- 118 femmes ont été mises à l'abri avec leurs enfants par les éducatrices du CAPS (103 enfants concernés)
- 50 enfants, au sein de 38 fratries, ont été reçus par les éducatrices de jeunes enfants de l'ONM



La télé-protection contre les féminicides

Téléphone Grave Danger

Suite à la réquisition de l'un des trois Parquets de Rouen, de Dieppe, ou du Havre, un diagnostic réalisé par le CIDFF permet au Parquet concerné d'attribuer le Téléphone grave danger à une victime. Elle est alors accompagnée au tribunal judiciaire par une juriste du CIDFF pour la remise de son téléphone. Ce téléphone la protégera contre les menaces physiques de son ex-conjoint. Il lui permet d'alerter en urgence 24h/24 le service de téléassistance qui la géolocalise et prévient les services de police et gendarmerie. Le CIDFF apporte son soutien à la victime durant 6 mois renouvelables 1 fois.



198 accompagnements suite à la remise d'un Téléphone grave danger

- Parquet de Rouen : 97 victimes
- Parquet de Dieppe : 32 victimes
- Parquet du Havre : 69 victimes

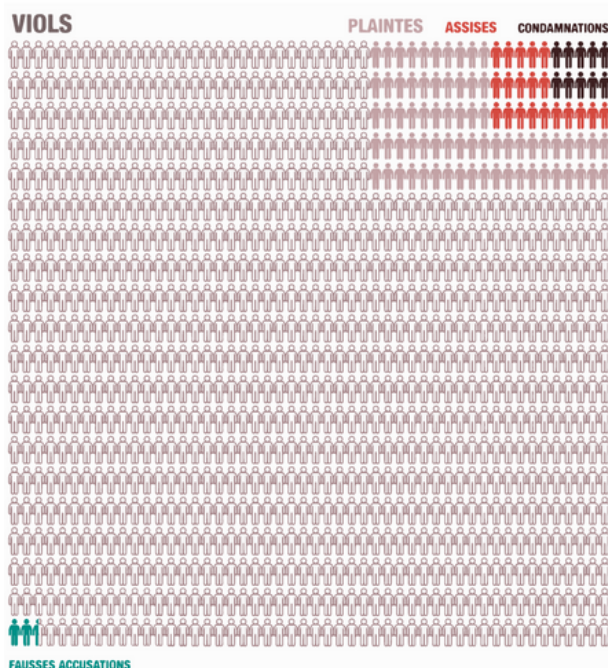
Bracelet anti-rapprochement

Le bracelet anti-rapprochement est un dispositif de surveillance électronique qui permet de géolocaliser la personne à protéger et l'auteur de violences conjugales. Il est attribué par l'un des trois Parquets de Rouen, Dieppe ou du Havre, suite à un diagnostic transmis par le CIDFF sur réquisition.

L'auteur des violences porte un bracelet permettant de le géolocaliser. S'il franchit, volontairement ou non, le périmètre de protection fixé autour de la victime, il est contacté par le centre de surveillance.

Où qu'elle se trouve, la victime doit elle-aussi conserver en permanence le téléphone près d'elle pour être alertée dès que l'auteur est à proximité.

Le CIDFF apporte son soutien à la victime durant 6 mois renouvelables 3 fois.



32 accompagnements suite à la remise d'un téléphone relié à un Bracelet anti-rapprochement

- Parquet de Rouen : 12 victimes
- Parquet de Dieppe : 18 victimes
- Parquet du Havre : 2 victimes

172 évaluations individuelles de situation ont été réalisées par le CIDFF pour les trois parquets.

Une augmentation des sollicitations des parquets et du nombre d'accompagnements confiés au CIDFF est à noter cette année.

Des bons taxi pour des déplacements urgents

Avec l'appui de l'Etat et de la CAF, le CIDFF gère un dispositif de **bons taxis** offerts aux femmes victimes de violences au sein du couple et connaissant des difficultés de déplacement pour se rendre vers des lieux médicaux, judiciaires ou d'hébergement.

Le dispositif repose sur des taxis conventionnés et un ensemble de prescripteurs coordonnés par le CIDFF qui gère les sollicitations des partenaires et les paiements.

- 44 bons taxis ont été émis en 2024, principalement par les forces de l'ordre pour des femmes résidant en zone rurale (80%).
- Les déplacements financés ont permis aux femmes concernées de se rendre au Centre d'Accueil Spécialisé pour les Agressions CASA, à la police ou la gendarmerie, dans un cabinet médical ou un hôpital, dans un Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociales CHRS.
- Le coût des trajets en taxi s'échelonne de 21€ à 468€.

Aide universelle d'urgence aux victimes de violences conjugales



Depuis décembre 2023, les personnes subissant des violences conjugales peuvent bénéficier de l'aide d'urgence pour les victimes de violences conjugales. Versée par la Caf, cette nouvelle aide est un soutien financier qui doit permettre à la victime de s'éloigner physiquement de l'auteur des violences et faire face aux dépenses immédiates en attendant de trouver des solutions durables.



Les groupes de parole

Les groupes de parole réunissent des femmes engagées dans un processus de reconstruction après avoir subi des violences conjugales et des atteintes à leur liberté fondamentale d'être et d'agir.

Le collectif offre un espace pour être écoutée, s'exprimer, échanger, se recentrer sur soi et son vécu. Le partage d'expérience dans un cadre sécurisant, permet de rompre l'isolement.

On aborde les récits de vie, le cycle de la violence, le phénomène d'emprise, la culpabilité, l'estime de soi, la parentalité dans ce contexte violent, les craintes pour les futures relations amoureuses.

Des ateliers estime de soi et art thérapie sont proposés.

Du côté des auteurs de violences

Le CIDFF a animé cinq séances collectives sur les violences et le sexisme ordinaire à l'origine des violences auprès de plusieurs groupes d'hommes auteurs de violences conjugales réunis par le **Centre de Prise en Charge des Auteurs** de Rouen en 2024.

Outil de prévention issu du Grenelle des violences conjugales, ce centre a pour objectif de prévenir toute récidive grâce à l'accompagnement, l'orientation et la responsabilisation des auteurs de violences conjugales. Ces derniers sont orientés majoritairement par la justice, par l'intermédiaire des associations de contrôle socio-judiciaire et des Services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP).



Rencontre avec la présidente et les administratrices du GAMS, association partenaire spécialisée dans la lutte contre les mutilations sexuelles féminines et les mariages forcés.

25 novembre, Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes



Accueillir les femmes victimes de violences conjugales : formation des acteurs sociaux

Les professionnel.les de santé, de police, des secours (pompiers, ambulanciers), de la justice, du social et de l'éducation peuvent être en contact avec des femmes victimes de violences, bien que leur formation initiale ne les prépare pas à traiter les violences conjugales.

Pour former ces acteurs sociaux au contact des femmes victimes, un ensemble de formations leur est proposé par le CIDFF.

Animées en duo par une psychologue et une juriste, ces formations comportent une sensibilisation aux processus des violences, l'impact sur les enfants, le traitement judiciaire des violences ainsi que les techniques d'entretien.

Elles sont organisées en interne à l'entreprise ou par regroupement de plusieurs structures.

La formation "Accueillir les femmes victimes de violences conjugales" a ainsi été proposée

- aux professionnel.les de santé membres des CPTS (70 personnes)
- aux élèves gardien.nes de la paix de l'Ecole de police d'Oisel (600 personnes)
- à des salarié.es issus de plusieurs entreprises à Rouen (20 personnes), au Havre (20 personnes), à Dieppe (19 personnes), à Elbeuf (19 personnes)

La formation des élèves de l'école de police permet de développer le partenariat avec les forces de l'ordre dans leurs futures missions et un travail en commun dès la prise de fonction : dépôt de plainte, typologie des violences, dispositifs de protection, ordonnance de protection)



Journée internationale des droits des femmes "Forum Rouen donne des ailes"

Fatima Goual directrice du CIDFF

Laura Slimani adjointe au maire de Rouen en charge de l'égalité F/H



Séances éducatives en milieu scolaire

Le CIDFF est agréé par le Ministère de l'Education Nationale pour intervenir auprès des élèves sur l'éducation à l'égalité entre les filles et les garçons, contre les stéréotypes de genre et contre les violences sexuelles.

Des séances éducatives en établissement scolaire sont ainsi organisées dans tout le département de Seine Maritime avec le soutien de l'Agence Régionale de Santé, du Conseil Départemental(Contrat de Réussite Educative) et de la Métropole Rouen Normandie.

Le CIDFF propose des interventions adaptées au niveau scolaire (élémentaire, collège, lycée ou plus), et aborde chaque thème à l'aide d'outils pédagogiques adaptés.

L'égalité filles /garçons et la prévention des violences dans les relations amoureuses sont au cœur des interventions du CIDFF dans le premier et second cycle scolaire.

Les conseillères égalité du CIDFF interviennent d'autre part auprès des spécialistes de la petite enfance pour les sensibiliser à la prise en compte des préjugés sexistes.

Les objectifs

Élimination des stéréotypes de genre, prévention de la délinquance et promotion de l'égalité femmes hommes en lien avec les établissements scolaires et les centres sociaux.

- Favoriser le respect et l'égalité entre filles et garçons
- Mobiliser les jeunes vers une orientation professionnelle diversifiée
- Promouvoir l'histoire des droits des femmes et lutter contre les discriminations sexistes.



Séminaire de sensibilisation des entreprises normandes aux violences sexistes et sexuelles au travail à Caen le 21 novembre



Développer une culture de l'égalité sur le territoire des Cité Éducatives Le Havre Sud et Le Havre Nord

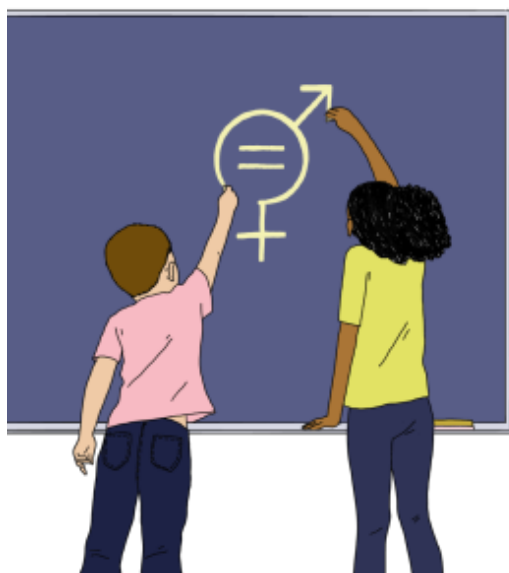


Avec le soutien de la Métropole du Havre, de l'ARS et de la DRDFE, le CIDFF propose

- Des sessions de formation de 7h auprès de professionnel.les : les équipes éducatives des établissements scolaires, les animateurs.trices des centres de loisirs, des temps périscolaire et plus largement tout.e professionnel.le susceptible d'intervenir auprès des jeunes.
- Des temps en salle des prof afin de sensibiliser celles et ceux qui ne pourraient pas participer aux formations.
- Des séances de sensibilisation auprès des parents sur l'éducation non sexiste

Les enjeux

- Faire évoluer les mentalités sur la question de l'égalité filles/garçons et plus largement l'égalité entre les personnes quel que soit leur sexe, origine, croyance, capacité physique...
- Déconstruire les représentations sexistes des jeunes pour élargir leurs choix de vie (professionnel, sport, personnel...) et prévenir les violences sexistes et sexuelles
- Former les professionnel.les du territoire à intégrer les questions d'égalité femmes/hommes dans leurs pratiques
- Former les professionnel.les du territoire aux violences sexistes et sexuelles
- Agir auprès des parents
- Organiser des temps forts : conférences, expositions...avec les lieux ressources du territoire (bibliothèque, centres sociaux...)



Le CIDFF a réuni ses partenaires des Cités éducatives du Havre sud et nord lors de deux conférences

Non, le masculin ne l'emporte pas sur le féminin

petit voyage dans l'histoire de la langue française

Conférence d'Elianne Viennot

au petit théâtre du Havre le 26 janvier 2024

Eliane Viennot, professeure émérite de littérature de la renaissance, s'intéresse aux relations de pouvoir entre les sexes et à leur traitement historiographique. Elle travaille également aux retrouvailles de la langue française avec l'usage du féminin.



Le cerveau a-t-il un sexe ?

conférence de la neurobiologiste Catherine Vidal

au lycée porte océane du Havre le 24 juin

Les différences d'aptitudes et de comportements entre les femmes et les hommes sont les résultats d'un environnement culturel et d'une construction sociale genrée qui influence le développement du cerveau.

La découverte de la plasticité cérébrale apporte un éclairage fondamental sur les mécanismes neurobiologiques de construction de nos identités de genre, en interaction avec l'environnement social et culturel.

Rien n'est à jamais figé ni programmé dans le cerveau depuis la naissance. Pourtant, les préjugés qui font croire à un déterminisme biologique inné des différences d'aptitudes et de comportements entre les sexes sont encore vivaces.





Une équipe de professionnel.les en formation au conseil en économie sociale et famille a accueilli le CIDFF à la Maison Familiale et Rurale de Tôtes en juin 2024. Au programme, une journée sur l'égalité des genres et la prévention des violences sexistes et sexuelles, grâce au soutien financier de l'ARS Normandie.



La Ville de Maromme, s'est engagée dans la lutte contre les violences en organisant une journée « Violent #0 » le 20 mars 2024.

L'enjeu de la journée est de mobiliser citoyennes et citoyens dans l'aide aux victimes, chacun étant le maillon essentiel permettant le repérage et l'orientation vers les structures adaptées.

Violences sexistes et sexuelles au travail

Le CIDFF est intervenu en novembre auprès d'une délégation syndicale de la CFE-CGC sur le thème des VSST.

Objectif : assurer la sécurité au travail et la prise en charge des victimes.



Le Bureau d'Accompagnement Individualisé à l'Emploi (BAIE)

Afin de promouvoir l'autonomie des femmes et l'égalité professionnelle, le service emploi du CIDFF accompagne les femmes dans leurs démarches d'orientation professionnelle, de recherche d'emploi, de formation, de création d'entreprise ou d'activité.

53 femmes ont été accompagnées par le service emploi du CIDFF en 2024

- 29 sont en situation financière précaire
- 35 ont des enfants à charge dont 13 en situation monoparentale
- 15 sont en situation de handicap

Un travail important a été engagé sur la confiance en soi pour aider les femmes à se remobiliser. L'accompagnement se poursuit en 2025 et 16 femmes ont déjà bénéficié d'une solution :

- 9 femmes ont obtenu un emploi (dont 3 CDI)
- 4 femmes sont entrées en formation diplômante
- 3 femmes sont en cours ou ont créé leur entreprise

Des ateliers numériques

L'éducation numérique est au cœur de la Maison digitale du CIDFF, soutenue par la fondation Orange, car l'autonomie des femmes passe aussi par la formation numérique.



Un réseau de parrainage

Le CIDFF a constitué un réseau de marraines retraitées ou professionnelles bénévoles, qui accueillent individuellement une filleule pour la conseiller dans ses démarches vers l'emploi. Cet appui précieux permet de donner la vision côté recruteur, d'encourager les initiatives, de partager son réseau relationnel en ouvrant son carnet d'adresse, de surmonter les craintes grâce aux encouragements.

5 marraines ont ainsi soutenu 13 femmes dans leur recherche d'emploi aux côtés de la conseillère emploi du CIDFF. 2 CDI et 4 créations d'activité sont en cours en fin d'année.



Le CIDFF à Gournay en Bray dans le cadre de "La caravane des solutions" organisée par l'AFPA Normandie et la Préfecture. L'occasion de permettre au public de découvrir les partenaires du territoire.

Un groupement de créatrices

Le groupement de créatrices animé par le CIDFF accompagne l'envie d'entreprendre (création d'entreprise, d'association, évènement) des personnes éloignées de l'emploi.

Le Groupement possède la particularité de réunir des jeunes de la Mission Locale de Rouen et des femmes du CIDFF durant la phase d'émergence de leur projet de création d'activité.

28 h d'accompagnement sont proposées en individuel et en collectif, durant 2 mois 1/2.

Le groupement accompagne les femmes souhaitant accéder à l'emploi et/ou construire un projet professionnel en prenant en compte l'ensemble des problématiques spécifiques aux femmes entravant leurs possibilités d'insertion. Les entretiens permettent de mieux identifier leurs besoins, leurs attentes et leurs souhaits afin de construire un projet réaliste et réalisable.



44 femmes soutenues par le CIDFF et 86 jeunes de la Mission Locale ont participé à la phase d'émergence de projet de création cette année.

A l'issue des parcours, l'accompagnement du CIDFF a permis à **7 femmes de créer leur entreprise.**

8 CDI, 3 CDD et 4 entrées en formation ont d'autre part été obtenus.

Le sport, un levier pour l'insertion socio-professionnelle

L'isolement, le manque de confiance et d'estime de soi, une charge mentale considérable empêchent de prendre du temps pour soi. Pour surmonter ces obstacles, le CIDFF et son partenaire Profession Sport et Loisirs ont lancé une initiative combinant 10 séances d'activités physiques et sportives encadrées par une coach professionnelle avec des ateliers collectifs portant sur la revalorisation de soi. Grâce à l'activité physique, les interactions sociales et la création de liens entre les participantes sont favorisées, la persévérance et la résilience face aux défis se développent. La pratique régulière d'une activité physique aide à développer une meilleure image de soi et une plus grande confiance en ses capacités ; des compétences nécessaires pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle.

OBJECTIFS VISÉS

Compétences comportementales :
Reprendre confiance en soi et aux autres, mieux gérer son stress et ses émotions, optimiser sa concentration.

Bien-être :
Intégrer une activité physique dans son quotidien pour préserver et protéger son capital santé, physique et/ou mental.

Cohésion de groupe :
Partager une activité collective et faire de nouvelles rencontres.

TYPE DE SEANCES
Renforcement musculaire, jeux d'adresse, relaxation, exercices d'assouplissement...

10 SÉANCES d'activités physiques

Les lundis de 14h à 16h à la salle d'Aïkido de la Piscine Diderot
(114 Bd de l'Europe à Rouen)

+ 6 Ateliers collectifs au CIDFF 76

SÉANCES GRATUITES

Une réunion d'information sera organisée le 23 janvier 2024 à 14h30 au CIDFF.

Contact : emploi2@cidff76.fr



Séance d'initiation et de découverte du taekwondo



Jeu collectif de frisbee pour développer un esprit compétitif et renforcer la cohésion d'équipe



ORIENTATIONS 2024

Permanences mobiles

Le CIDFF poursuivra son développement territorial en 2025. Le Van « Nina et Simone.s » acquis par le CIDFF permettra l'animation de permanences mobiles dans les communes rurales seino-marines pour aller au-devant du public qui ne fréquente pas nos permanences. La Conseillère sociale engagera le dialogue autour des questions de vie de couple, de genre, de violences, d'égalité, de sexualités, de droits, d'insertion, de relations femmes-hommes et orientera les personnes vers les actions et structures partenariales de proximité.

Accompagnement

Une nouvelle action portant sur la santé mentale des femmes sera conduite pour les accompagner lors des événements de la vie (arrivée d'un enfant, ménopause, sortie des violences, ...)

Le CIDFF s'engagera d'autre part en faveur des femmes migrantes dans le cadre d'un nouveau projet piloté par la fédération nationale des CIDFF.

Maison des femmes

Le projet de création d'une Maison des femmes au sein de l'agglomération rouennaise sera poursuivi par le CIDFF en 2025 avec ses partenaires. La réflexion sera adossée à une étude confiée au cabinet EGAE afin d'élaborer un diagnostic approfondi et des préconisations.

Violences

Le CIDFF développera ses liens avec les entreprises seino-marines en proposant des formations à la prévention des violences sexistes et sexuelles au travail dans le cadre d'un programme piloté par la fédération régionale des CIDFF.

Egalité femmes - hommes

Une évolution de nos interventions collectives en milieu scolaire, universitaire et en entreprise sur la prévention des violences sexistes et sexuelles, la prévention des discriminations et l'éducation à l'égalité femmes/hommes sera soutenue en 2025 par l'arrivée d'une seconde conseillère égalité.

Projet associatif

Les réflexions portant sur le projet associatif national du réseau des CIDFF devraient aboutir à son adoption par l'Assemblée générale 2025 de la FNCIDFF. Il donnera ainsi un cadre de référence structurant aux actions de notre CIDFF.



Merci à l'ensemble de nos financeurs



CRIQUETOT L'ESNEVAL





33 rue du Pré de la Bataille
76000 Rouen



<https://seinemaritime.cidff.info/>



cidff76



02 35 63 99 99

CiDFF

Centre d'information
sur les droits des femmes
et des familles

Seine-Maritime

